

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Étranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR :
ANDRÉ ZIVEX.

INSERTIONS :

annonces 4 ^{me} page.....	3 piastres la ligne
annonces 3 ^{me} page.....	» la »
insertions, corps du journal.....	145 » la »
La Livre Turque n ^o 100.....	» la »

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

TÉLEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET C^{ie}

Autriche-Hongrie.

Vienne, 7 février 8 h. 22 m., soir.
Obligations Roumélien... fl. 18.—
Pièce de 20 francs..... » 9.87
Agió..... » 115.25
Change sur Londres... » 122.85
Incertain à la Bourse.
M. le général Ignatieff quittera demain notre ville.

Vienne, 8 février matin.

Le bal donné à la cour a été brillant.
Le corps diplomatique y assistait au complet ainsi que le général Ignatieff.

France.

Paris, 7 février.

5 0/0 ottoman..... 12.17
Obligations Roumélien... » 36.25
Cours fermes.

Angleterre.

Londres, 7 février.

Le marquis de Salisbury est arrivé.

Russie.

Saint-Petersbourg, 7 février.

Le tribunal a prononcé son jugement sur l'affaire des nihilistes. Ceux-ci ont été condamnés à la déportation.

Roumanie.

Bucharest, 7 février.

M. Brătianu est nommé président du Conseil et ministre de l'intérieur; M. Demetrescu Stourdza, ministre des finances.

Grèce.

Athènes, 7 février, matin.

Hier, il n'y a pas eu séance à la Chambre.

Les pourparlers continuent entre les divers partis. L'incertitude des esprits sur la politique est grande.
D'après les probabilités, M. Deligeorgis serait le successeur éventuel de M. Koumoundouros.

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P. 13.10
En ce moment..... » 13.13
Obligations Roumélien... fr. 36.50
Papier-monnaie—L. T. 100 P 469.20

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

8 février 1877.

Lever du soleil..... 7 h. 6 m.
Coucher..... » 5 » 24
Temps moyen à midi apparent..... 12 » 14 28
H à la tour à midi moyen..... 6 » 29

8 heures du matin.

Baromètre..... 767.3
Thermomètre..... 3.4
Minima..... 0.6
Maxima de la veille..... 5.2
Direction et force du vent SO. modéré

NOUVELLES DU JOUR.

Mardi, il y a eu au Palais sous la présidence de S. M. le Sultan un conseil auquel ont pris part : le Grand-Vézir, le

ministre de la guerre, le Serdar-Ekrem, le ministre de la justice, Assym pacha, Khourchid pacha, conseiller du Grand-Vézir, Cadri pacha, président du Conseil d'Etat et quelques autres ministres.

Rustem pacha, ministre de la guerre de Tunisie, a eu l'honneur d'être reçu, avant-hier, en audience privée par S. M. le Sultan.

On suppose que le ministre tunisien a pris congé de Sa Majesté et se dispose à quitter Constantinople.

Les ministres étrangers et les chargés d'affaires sont allés, mardi, à la Sublime Porte et ont fait leur visite de félicitations à S. A. Edhem pacha, à l'occasion de sa nomination au Grand-Vézir.

La Sublime Porte a informé par télégraphe Réouf pacha, de la nouvelle nomination d'Ahmed Moukhter pacha qui, à son arrivée à la Canée, n'y doit point s'arrêter mais continuer son voyage pour Constantinople et Erzeroum, sa nouvelle destination.

Réouf pacha ne se mettra en route pour Constantinople qu'après l'arrivée du nouveau gouverneur général Samih pacha.

En attendant l'arrivée de Réouf pacha, le ministère de la marine continuera à être géré par S. A. Mahmoud pacha, Grand Maître d'artillerie.

Les journaux turcs annoncent qu'une commission spéciale a été instituée au Séraskérat, sous la présidence du mufti Nusi et pacha, afin de vérifier les registres des pensions militaires.

Les journaux turcs publient divers télégrammes adressés au Grand-Vézir de Sofia, de Chéhrikou, de Nisch, de Kirk-Aghatch et d'Adana. Ce sont des adresses de félicitations à l'occasion du rejet par la Sublime Porte des propositions de la Conférence.

L'ittihad, dans son numéro 139, commentant la destitution de Ghalib pacha, a enregistré un bruit suivant lequel les motifs de la révocation de l'ex-ministre des finances auraient été la confusion dans les comptes du papier-monnaie et une différence importante entre les caisses primaires et ceux qui ont été mis en circulation.

L'ittihad publie, dans son édition de ce matin, un démenti formel qui lui a été adressé par la direction de la Dette Générale. La rectification officielle dit que ce bruit n'a rien de fondé et n'est dû absolument qu'à la malveillance. La direction de la Dette Générale entre ensuite dans des détails très longs sur le mode d'impression et d'enregistrement des estimés au ministère, et démontre l'impossibilité d'un abus ou d'une confusion dans la comptabilité du papier-monnaie.

Il résulte, dit le Bassiret, de lettres privées reçues de Bombay, que quelques notables musulmans des Indes se proposent d'envoyer leurs enfants à Constantinople pour y faire leurs études.

Jusqu'à présent les jeunes Indiens, qui voulaient recevoir une instruction plus étendue, prenaient le chemin de l'Angleterre. Mais, dans les Universités anglaises, les étudiants musulmans ne pouvaient pas faire des études approfondies au point de vue religieux. C'est pourquoi, ajoute le Bassiret, désormais

les jeunes musulmans des Indes donneront la préférence à l'Université de Constantinople.

Nous apprenons que le journal officiel *Takvimi Vikiye* (le Moniteur), qui avait cessé sa publication depuis quelque temps, recommencera à paraître régulièrement, sous la direction d'Ahmed Midhat effendi qui a été nommé récemment directeur de l'imprimerie impériale.

A la suite de cette nomination, Ahmed Midhat effendi s'est retiré de la direction de l'excellent journal *ittihad*.

L'*ittihad* annonce que les titulaires et le personnel de toutes les ambassades et légations ottomanes ont abandonné la moitié de leurs traitements mensuels en faveur des dépenses de la guerre.

Le journal hongrois *Közlelemény*, affirme qu'une députation de sofas se rendra à Pesth dans le courant de février ou de mars, pour rendre aux étudiants hongrois la visite qu'ils ont faite à Constantinople.

L'ingénieur anglais, M. Woods, qui était allé placer des torpilles dans le port de Batoum, est retourné à Constantinople, après avoir terminé sa mission.

Le vaisseau école *Chadié*, qui se trouvait à Ismid, est arrivé à Constantinople, remorqué par un aviso de l'Armada.

Les petits sarafs se livrent, paraît-il, à une spéculation effrénée sur le billon, et l'exportent en gros dans les provinces.

Sur le paquebot parti, vendredi dernier, dit l'*ittihad*, des sarafs israélites ont embarqué pour une somme de 400 mille p. Ainsi s'explique, dit la feuille turque, la rareté de la monnaie de cuivre sur notre place. L'autorité compétente devrait prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme à cette spéculation qui aggrave la situation de la classe indigente.

Sur la route d'Ismid, à une faible distance de Sabandja, on a trouvé le cadavre d'un négociant arménien, nommé Agogh Latchoglou.

Une enquête médicale a établi qu'il avait été tué par une arme à feu. L'autorité a procédé à l'arrestation de trois individus soupçonnés d'être les auteurs de ce meurtre, dont le mobile a dû être la vengeance plutôt que le vol, car on a trouvé sur le cheval de la victime un sac d'argent intact.

Dernièrement a eu lieu à la Ciotat, près de Marseille, le lancement du magnifique paquebot le « Yang-Tsé », des Messageries maritimes. Cette cérémonie, favorisée par un temps superbe, avait attiré un grand nombre de personnes à la Ciotat. L'opération du lancement était présidée par M. Vésignié, directeur des ateliers et dirigée par M. Julien, ingénieur, chargé de la construction du navire. Hâtons-nous d'ajouter que l'opération a eu un succès complet.

Le « Yang-Tsé » avait été mis en chantier le 13 septembre 1875. Construit sur le modèle des plus beaux navires des Messageries maritimes, il a à peu près les mêmes dimensions que le « Djenna » et le « Mei-Kong ». Complé-

tement armé, le « Yang-Tsé » coûtera à la Compagnie plus de trois millions de francs.

ACTES OFFICIELS.

Nominations—Promotions.

Par ordonnance impériale :
Rifat pacha, ci-devant gouverneur général d'Alep, est nommé gouverneur général du vilayet de Kossava;

Kiamil pacha, gouverneur général de Kossava, est nommé, en la même qualité, à Alep.

Télégramme de S. Exc. Safoet pacha, ministre des affaires étrangères, aux représentants de la Sublime Porte auprès des Cours étrangères, en date du 6 février 1877.

Midhat pacha vient d'être relevé du poste de Grand-Vézir et éloigné du territoire de l'Empire, à cause de sa conduite, de nature à ébranler la confiance et en vertu de l'article 113 de la Constitution.

Ce fait n'implique aucune modification dans la volonté souveraine de faire exécuter ponctuellement la Constitution et aucun changement dans la politique du gouvernement impérial. S. M. a prescrit de nouveau, par Son Hatt d'hier, la rigoureuse et libérale application de toutes les réformes et le développement rapide et complet de tous les principes consacrés par la Constitution.

En vous énonçant dans ce sens auprès de M. le ministre des affaires étrangères, vous vous attacherez à faire valoir auprès de S. Exc. les considérations qui précèdent.

Un journal de la localité, appréciant avec une partialité regrettable le caractère des résolutions qui ont mis fin au Grand-Vézirat de Midhat pacha et l'ont éloigné du territoire ottoman, a présenté à ses lecteurs une série de considérations qui tendent à faire envisager, sous un jour absolument erroné, les actes et les sentiments de S. M. I. le Sultan.

Qu'il y ait eu, de la part de cette feuille, ignorance des faits ou parti pris de les travestir, il n'en est pas moins du devoir de la presse impartiale et modérée de relever et de redresser de pareilles atteintes à la vérité.

Premièrement, c'est à tort que l'on attribue exclusivement à Midhat pacha le mérite de la réforme constitutionnelle; car, s'il est vrai qu'il y ait travaillé avec ardeur et avec constance, il est non moins vrai que rien ne pouvait se faire, que rien n'a été fait que par la volonté du Souverain et par sa seule initiative, et, qu'en un mot, l'ex-Grand-Vézir n'a été que l'exécuteur convaincu de ses desseins et son principal collaborateur.

C'est ainsi qu'il a fait, sans faiblesse, comme sans passion, sous la seule inspiration de sa conscience. Qui donc oserait l'en blâmer? Qui donc aurait osé lui conseiller de conserver plus longtemps un Grand-Vézir dont la conduite avait été assez malheureuse pour lui faire perdre sa confiance? Qui donc enfin pourrait prétendre que l'Etat se fût bien trouvé du maintien au pouvoir d'un homme qui avait cessé d'être en communauté d'idées avec son Souverain?

Tous ceux qui savent ce qui s'est passé depuis le grand acte de la promulgation de la Charte constitutionnelle avant pu prévoir l'événement ac-

tuel. Midhat pacha devait être fier, à juste titre, de l'honneur d'avoir été l'interprète des généreuses volontés de son Souverain; mais, en voulant inaugurer les rapports constitutionnels entre les ministres et le Souverain, il n'a su garder la mesure que le prestige de la souveraineté commande dans un pays qui, hier encore, vivait sous le régime absolu. En se prévalant des idées éminemment libérales, dont le Sultan a donné tant de témoignages à son gouvernement comme à la nation, Midhat pacha a complètement perdu de vue le double caractère dont le Souverain de cet Empire est revêtu. Si, réellement, il n'a point cédé à des penchants qui pouvaient mettre en danger l'existence de la Constitution et précipiter le pays dans le chaos, du moins il n'a pas su résister aux entraînements d'un tempérament qui ne pouvait s'accorder avec les nécessités d'une époque aussi critique que celle que nous traversons.

Les conditions essentielles et primordiales de la bonne marche des affaires dans tout gouvernement monarchique tempéré sont le parfait accord entre tous les grands pouvoirs de l'Etat et principalement entre le Souverain et ses ministres. Du jour où cet accord vient à cesser, il ne reste plus au Souverain qu'à se séparer de ses conseillers et à rétablir, par un choix nouveau, l'harmonie nécessaire à la bonne direction des affaires du pays.

S'il en est ainsi dans tout gouvernement bien constitué; s'il est absolument exact de dire que la moindre divergence de vues entre le Souverain et ses conseillers doit amener inévitablement la retraite de ces derniers; que dire d'un antagonisme qui, comme dans le cas qui vient de se produire, prend sa source dans la prétention du premier de ces conseillers d'amoindrir le pouvoir suprême qu'il est chargé de représenter et de déplacer ainsi les limites que la Constitution elle-même assigne aux divers éléments dont se compose l'ensemble du pouvoir gouvernemental. Quel était dans ce cas, — ne disons pas le droit—mais le devoir du Sultan? Confier à d'autres mains plus prudentes, à un homme d'Etat plus soucieux de la dignité et des prérogatives souveraines, mieux pénétré des véritables principes de la Constitution, le soin de mener à bien l'œuvre commencée.

C'est ce qu'a fait le Sultan Abdol-Hamid. Il l'a fait, sans faiblesse, comme sans passion, sous la seule inspiration de sa conscience. Qui donc oserait l'en blâmer? Qui donc aurait osé lui conseiller de conserver plus longtemps un Grand-Vézir dont la conduite avait été assez malheureuse pour lui faire perdre sa confiance? Qui donc enfin pourrait prétendre que l'Etat se fût bien trouvé du maintien au pouvoir d'un homme qui avait cessé d'être en communauté d'idées avec son Souverain?

Le changement du Grand-Vézir était donc une mesure dont l'ajournement eût été un malheur public. Que reste-t-il maintenant des attaques irréfléchies au moyen desquelles le journal auquel nous répondons a essayé de dénaturer l'événement de lundi dernier? Rien, sans doute.

Mais, dira-t-on, si le Sultan et ses conseillers ont eu raison dans le fond, ils ont eu tort dans la forme. Le Grand-Vézir déchu ne devait pas être éloigné du territoire et privé, sans jugement, du droit de vivre dans son pays. Voici la réponse à ce reproche immérité.

Dans un pays troublé déjà par tant d'événements graves et douloureux, encore en proie à une crise intérieure très-intense et à des difficultés extérieures non moins redoutables, tout ce qui est de nature à agiter les esprits, et surtout à les diviser, doit être évité avec soin. Cette pensée de prévoyance a seule déterminé la mesure dont l'ex-Grand-Vézir a été l'objet. Le Sultan a jugé que la présence de Midhat pacha sur le territoire ottoman pourrait être préjudiciable aux intérêts de l'Etat, et il n'a pas hésité à faire usage de l'une de ses prérogatives souveraines consacrées par la Constitution.

On a voulu enfin donner au changement du Grand-Vézir le caractère d'une modification dans la politique du Souverain et l'on n'a pas craint d'y chercher l'indice d'une sorte de réaction anticonstitutionnelle. Une pareille insinuation est plus qu'une mauvaise pensée, c'est une mauvaise action qui ne saurait être ni excusée ni atténuée. Le Hatt Impérial est la plus éloquente et la plus concluante réponse que l'on y puisse faire. Chacune des nominations qu'il renferme, chacune des dispositions qu'il édicte, chacune des déclarations qu'il proclame, est une protestation énergique contre l'idée même d'un retour vers le passé ou l'abandon des principes soennellement inscrits dans la Constitution.

L'avenir, et un avenir prochain, démontrera que l'acte de lundi dernier ne pouvait atteindre que la personnalité de l'ex-Grand-Vézir et non point le principe des nouvelles institutions de l'Etat qui trouvent, tout au contraire, leur confirmation éclatante dans le choix même des hommes que le Sultan a appelés à la direction des affaires du pays.

L'ARMÉE AUXILIAIRE.

Nous avons annoncé qu'une commission a été instituée au Séraskérat pour procéder à l'enrôlement des volontaires qui formeront l'infanterie et la cavalerie de l'armée auxiliaire.

Voici les dispositions du règlement d'après lequel cette armée sera constituée :

Art. 1^{er}. — L'armée auxiliaire est composée des habitants qui n'appartiennent pas à la classe des *conscript*, des *redifs* et des *Mustahfiz*. Cette armée sera expédiée sur les champs de

LES KOUMIASSINE

PAR

HENRY GRÉVILLE

LI

— suite —

Indignée de voir son mari l'abandonner dans cette crise douloureuse, elle prit aussitôt son papier le plus cassant, sa plume d'ivoire la plus hargneuse, et de son écriture la plus menaçante elle écrivit :

« Mademoiselle,
« En quittant ma maison, vous avez rompu les liens qui m'attachaient à vous. Vous me demandez ma bénédiction; vous prenez une peine inutile, car je ne vois pas à quoi vous servirait une chose dont vous avez fait si peu de cas jusqu'ici. Pour moi, je ne sépare pas ma bénédiction de mon amitié, et je ne puis plus vous donner ni l'une ni l'autre. Cependant, comme mes promesses doivent recevoir une exécution, je fais envoyer chez vous votre trousseau, qui est resté à Pétersbourg. Vos meubles seront remis à celui qui se présentera de votre part. Votre dot est déposée chez le banquier N... Vous pourrez la toucher

le jour de votre majorité; jusque-là, l'intérêt vous en sera servi mensuellement à domicile.

Comtesse KOUMIASSINE.

Cette lettre, qui croisa celle de Maritsky, tomba chez Vassilissa juste à point pour mettre le comble à la colère et à la douleur de la malheureuse enfant. En quittant les arrêts, le jeune homme trouva sa fiancée dans un abattement profond, qui rappelait la faiblesse de Koumiassina; il eut beaucoup de peine à lui faire reprendre courage, d'autant plus que lui-même était fort éprouvé, et ne parvint à soulever un peu d'énergie à la jeune fille qu'en lui démontrant la nécessité de faire face à l'orage et de ne pas donner à l'ennemi anonyme la satisfaction de voir que ses coups avaient porté.

Cette idée rendit en effet des forces à la jeune fiancée, et elle trouva moyen de paraître chaque soir au concert, souriante comme si rien ne fût venu troubler son bonheur.

Autour d'elle, cependant, elle sentait des réticences; certains sourires sur le visage de certains hommes, pendant qu'ils lui parlaient, lui faisaient autant que de honte. Une nuance de froideur plus accusée dans les saluts des femmes de sa connaissance, un signe de tête pressé, au lieu de quelques bonnes paroles de la part de celles qui lui avaient jusque-là témoigné de la bienveillance, lui prouvaient que Figaro n'a pas tort, et que si sottise que soit la calomnie, il en reste toujours quelque chose.

Ce qui la faisait le plus souffrir était de ne pouvoir se rencontrer avec l'auteur de la lettre anonyme.

Que ce soit Justine, que ce soit Tchoudessoff, et ce ne peut être qu'un des deux, se disait-elle, si je rencontre l'être abject qui a voulu me perdre, je le reconnaitrai rien qu'à son regard.

Un soir, Maritsky, retenu par son service, n'avait pu l'accompagner au Waux-Hall

elle s'y rendit en compagnie de Mlle Bochet. Distraite, en proie aux agitations qui consumaient sa vie, elle écoutait, ou plutôt n'écoutait pas la musique, tout en répondant avec un sourire forcé aux réflexions de la bonne Suisse. Celle-ci, à bout de ressources pour égarer la jeune fille, avait fini par devenir moqueuse, elle qui de sa vie n'avait pu tolérer le sarcasme, éprouvait avec malice les toilettes et les allures des allantes et venants autour d'eux; mais le sourire naïf qui accueillait ses remarques lui prouvait clairement que ce suprême effort était vain que les autres. Le sifflet de la locomotive qui amenait le train de Pétersbourg fit tressaillir Vassilissa, puis elle re tomba dans son indifférence. Le jardin, éclairé à giorno, se remplissait bientôt de nouveaux arrivés que Mlle Bochet continuait à critiquer sans miséricorde.

Tout à coup elle s'arrêta court au milieu d'une phrase, saisit ses lunettes dans sa poche et les mit vivement sur son nez. La jeune fille suivit ce mouvement, non sans quelque surprise, et sous les feux d'un candélabre, à quelque pas d'elle, elle aperçut Tchoudessoff.

Plus jeune que jamais, les cheveux plus plats et plus lustrés que ses bottes vernies, le bel employé cherchait des yeux autour de lui, non sans une certaine prudence.

Vassilissa saisit la main de Mlle Bochet.

« Il ne nous a pas vus, ne dites rien, murmura-t-elle; ne remuez pas; je suis sûre qu'il nous cherche. N'ayons pas l'air de l'avoir aperçu.

Mlle Bochet dirigea aussitôt ses lunettes sur le chef d'orchestre. On entendait un pot-pourri fort à la mode quelques années auparavant nommé *le Tour du Monde*, où la France, par parenthèse, était désignée par l'air de *Malborough*. Les deux dames s'abandonnèrent dans le genre d'attention que réclamait une musique aussi sérieuse.

En effet, Tchoudessoff avait fait trente kilomètres en chemin de fer pour contempler son ouvrage. Il rôdait par le jardin de l'air

indifférent d'un homme venu pour s'amuser; il rencontra deux ou trois visages de connaissance, distribua quelques poignées de main, courba son échine pour accomplir un de ces élégants saluts qu'on n'avait pas trouvés grâce jadis devant son implacable fiancée et continua à chercher. Après avoir vainement fait le tour du jardin, il se rapprocha du centre et revint à son candélabre, excellent poste d'observation. De là, il continua à surluter la foule, et bientôt son coup-d'œil d'aigle rencontra le visage qu'il cherchait.

Alors il s'abandonna tout entier au plaisir de savoir le changement qui s'était accompli en celle qu'il avait voulu honorer de son nom. Elle était bien jolie... Hélas! on n'avait pas pu lui ôter cela; mais qu'elle était amaigrie! Que ses yeux bleus semblaient grands dans ce doux visage pâli! Quel air de fatigue et de chagrin! Elle avait payé cher la sottise infatigable de ne pas le trouver assez bon pour elle, et vraiment cette Justine était inappréciable; elle avait superbement réussi son ouvrage!

Il s'absorba si bien dans la joie légitime de l'artiste en présence de son œuvre, que le morceau de musique s'acheva sans qu'il s'en aperçût. Au dernier accord, Vassilissa leva soudain la tête, et ses yeux se rivèrent avec la ténacité d'un clou sur ceux de Tchoudessoff. Les lunettes de Mlle Bochet suivirent son mouvement. Les deux dames se levèrent, et regardant toujours le malheureux employé, elles s'avancèrent sur lui.

Ce brusque changement l'avait pris au dépourvu, et son regard plein de haine satisfaite ne prêtait pas à l'équivoque. Vainement voulut-il donner à ses traits la vague expression de l'indifférence; les grands yeux bleus qui parlaient si clairement s'approchaient comme les fanalons d'une locomotive lancée à fond de train. Il eut l'idée que Vassilissa allait passer sur sa peau pour amoindrir le choc; mais arrivée à deux pas de lui, si près qu'elle lui barra le passage, comme il se trouvait

pris entre elle et son candélabre, elle le montra du geste à Mlle Bochet.

« Lâche! vil calomniateur! dit-elle doucement de sa voix posée qui ne trahissait pas d'émotion; faute de mieux on a recours à la lutte anonyme; mais on est parfois pris à son propre piège!

« Oh! mademoiselle! s'écria-t-il d'une voix étranglée par la frayeur plus que par la colère.

Quelques personnes se retournèrent, Vassilissa la première. Son visage exprima une telle surprise, un dégoût si profond qu'il n'osa continuer. Les spectateurs coururent qu'il avait marché sur sa robe et voulait s'en excuser. N'osant s'avancer davantage, il alla méditer son injure à l'écart, en attendant l'heure du train, qui n'était pas proche, tant s'en fallait.

Vassilissa prit une autre place et, contre son habitude, resta jusqu'à dix heures; mais Tchoudessoff n'eut garde de se montrer.

LI

LA COMTESSE PREND UNE RÉSOLUTION GÉNÉREUSE.

Ce soir-là précisément était témoin d'un grand remue-ménage à Koumiassina.

La veille seulement la comtesse avait reçu la lettre de Maritsky; la poste n'arrivait en ces lieux reculés que deux fois par semaine, comme partout en Russie, du reste, excepté dans les villes qui se trouvent sur le parcours direct d'une ligne de chemin de fer; et Maritsky étant pressé, le sort malin, qui se mêle toujours de nos desirs, lui avait fait manquer d'un jour le départ du courrier.

La comtesse, en ouvrant la lettre, la parcourut d'abord sans la comprendre, puis courut à la signature... Cette signature la pétrifia sur place... Comment! ce n'était pas assez que ce jeune homme voulût épouser la nièce qui lui avait si audacieusement

manqué? Il se permettait encore de lui écrire... à elle?

Après avoir donné un libre cours à son indignation, elle reprit cette lettre du bout des doigts, car il fallait savoir ce qu'on lui voulait, pourtant, et se mit à la lire avec une attention minutieuse.

Les premières phrases lui déplurent; on y sentait le trouble d'un homme secoué par de violentes émotions, et la comtesse n'aimait pas les épanchements, avouons-nous dit; et puis, quand on a l'honneur d'écrire pour la première fois à la comtesse Koumiassine, est-ce qu'on ne devrait pas faire au moins un bréviaire!

Bientôt, cependant, elle cessa d'éplucher les expressions, tant ce qu'elle lut la remplit d'horreur et d'incrédulité. Quoi! on avait osé souiller sa maison d'un soupçon! car c'était sa maison qu'on outrageait; pouvait-on supposer qu'un commerce clandestin eût eu lieu chez elle? Et on accusait qu'elle? Le plus beau fleuron de la noblesse de cette province, un homme connu par sa tenue irréprochable et par ses bonnes mœurs — la comtesse ignorait la visite des tsiganes. — C'était inouï et, de plus, stupide!

Mais en admettant qu'il se fût trouvé un calomniateur pour forger cette fable, quels étaient les imbéciles qui pouvaient y avoir ajouté foi?

La comtesse se rappela que les parents de Maritsky étaient de très bonne noblesse et retrairement l'expression « imbécile », trop vive; elle la remplaça par une simple pensée de commisération, à l'endroit de leur ignorance du monde — excusable, d'ailleurs, chez des gens qui vivaient depuis si longtemps dans leurs terres. Puis, enfin, vint l'idée que le mariage de Vassilissa était fort en péril pour le présent — sinon tout à fait impossible pour l'avenir.

(à suivre).

bataille et sera placée sous les ordres des commandants du corps d'armée ou de la division militaire.

Art. 2. — Les chefs d'engagements pour la capitale doivent se présenter à la commission spéciale du Séraskérat afin de faire inscrire leurs noms et le chiffre des soldats qu'ils croient pouvoir enrôler. Après vérification, la commission autorisera ces chefs à commencer l'enrôlement. Lorsqu'ils auront enrôlé 15 à 20 soldats, ils se présenteront à la commission avec leurs hommes pour faire inscrire leurs noms sur un registre spécial. La commission, en attendant le jour de l'appel sous les armes de ces volontaires, leur assignera une caserne où ils pourront s'exercer une fois par jour.

Ces soldats auxiliaires resteront sous les armes et soumis à la loi militaire jusqu'à la fin de la guerre. Ils ne seront licenciés que lorsque les circonstances qui auront nécessité leur enrôlement auront cessé d'exister. Au moment de l'enrôlement, il est rigoureusement défendu de se promener dans les rues, bannières déployées.

Art. 3. — Les bataillons d'infanterie et les escadrons de cavalerie de la troupe auxiliaire seront organisés sur le modèle de l'armée régulière. Leurs officiers seront pris parmi eux, ainsi que parmi les officiers de l'armée en retraite ou démissionnaires. Il est permis de nommer comme officiers ceux qui ont servi dans le temps comme sergents et sergents-majors dans l'armée et qui aujourd'hui font partie de la classe des *Mustahafs*.

Pour la nomination des officiers, on prendra en considération le nombre des soldats que chacun des chefs a enrôlés. Celui qui aura réuni 50 individus aura droit au grade de *mulazim*. Le grade de *yuzbachi* (capitaine) sera obtenu par l'inscription de 100 volontaires et celui de *col-aghassi* (adjudant-major) par l'inscription de 500 individus. Enfin, ceux qui enrôleront 1000 volontaires seront nommés *binbachis* (major).

La commission délivrera aux officiers ainsi élus un *ilmi haber* (certificat) tenant lieu de brevet. Ces officiers seront employés suivant la capacité de chacun à tous les services administratifs de leurs bataillons; quant au commandement de ces bataillons, au moment de l'action, il appartient aux officiers des *nizams* ou des redifs.

Art. 4. — L'enrôlement des soldats auxiliaires dans les provinces aura lieu par les soins des autorités locales et des *medjliss*. Ces derniers choisiront les chefs qui procéderont à l'inscription des volontaires. Leurs noms et qualités seront inscrits sur un registre spécial. On suivra le même mode que dans la capitale pour la nomination des officiers. Comme dans la capitale, ces soldats auxiliaires seront organisés en bataillons et en compagnies. La commission aura soin de munir les officiers des *ilmi habers* nécessaires.

Art. 5. — Aux volontaires qui seront incorporés dans les bataillons et régiments, le gouvernement fournira les armes et l'uniforme. Ceux qui constitueront des bataillons à part sont tenus de fournir à leurs propres frais leur uniforme. Le gouvernement n'accordera à ces derniers que l'armement. Cependant, ils recevront, en campagne, des habits chauds, en cas de besoin.

Les cavaliers volontaires doivent se procurer à leurs frais le cheval et l'équipement.

Art. 6. — Copie du registre d'immatriculation restera à l'officier de chaque compagnie. A l'arrivée du bataillon au corps auquel il sera attaché, ces registres seront remis au commandant en chef qui désignera un officier pour vérifier la présence dans les rangs des soldats inscrits sur les registres ou procéder lui-même à cette formalité.

Art. 7. — A partir du jour de leur départ du lieu d'inscription jusqu'à leur arrivée à la division militaire qui leur aura été désignée, les soldats auxiliaires recevront, durant leur trajet, en nature ou en argent, une ration de 300 drahms de pain et 20 paras. Une fois incorporés, les simples soldats ainsi que leurs officiers seront soumis au même traitement que les soldats et les officiers de l'armée régulière. Les malades et les blessés seront traités dans les hôpitaux militaires, au même titre que les *nizams*.

Art. 8. — Les rabais journaliers seront délivrés contre un *mazbata* (récépissé) constatant le chiffre de l'effectif des soldats. A la fin de chaque mois, il sera dressé un état récapitulatif du nombre des rations délivrées. Les récépissés quotidiens y seront annexés. La solde de ces volontaires sera payée au moyen de *serghis* qui pourront être mis en circulation.

Art. 9. — Le devoir de ces auxiliaires étant un des devoirs les plus sacrés : celui de la défense de la patrie, ils doivent être de bons citoyens et posséder les qualités voulues. Les gens de mauvaise vie, les ivrognes, les joueurs, etc., ne seront pas admis. En tout lieu, et particulièrement en pays ennemi, ils sont tenus d'obéir scrupuleusement aux ordres de leurs officiers et de se conformer en tous points strictement à la discipline militaire. Ils devront respecter et protéger tous ceux qui auront fait leur soumission et spécialement les infirmes, les vieillards, les femmes et les enfants. En un mot, ils doivent toujours être d'une conduite exemplaire. Les contrevenants à ces prescriptions encourront les pénalités édictées par la loi.

Art. 10. — La plus parfaite concordance doit régner parmi les soldats qui doivent être soumis à leurs supérieurs. Soldats et officiers, il est de leur devoir de vivre en parfaite harmonie, d'être soumis à leurs supérieurs, et d'exécuter avec promptitude les ordres qui leur seront donnés par ordre hiérarchique.

Art. 11. — Depuis leur départ de la localité de leur enrôlement jusqu'à leur arrivée au lieu de destination, les volontaires devront payer de leur argent et de gré à gré avec les vendeurs tous les vivres et objets dont ils auront besoin durant le trajet, sans jamais se porter à

des actes de violence et à des vexations. Dans les localités où ils seront logés, ils doivent s'abstenir de susciter des querelles ou de se porter à des actes répréhensibles au préjudice de l'honneur et des biens des habitants. Ils doivent, en un mot, ne jamais s'écarter des prescriptions de la morale et de l'humanité. Les officiers sont chargés d'infirmer des peines sévères aux contrevenants et de rappeler chaque jour ces recommandations aux soldats. Les officiers ne doivent jamais permettre que leurs ordres ne soient pas exécutés ponctuellement et promptement.

Art. 12. — L'armée auxiliaire, pendant tout le temps qu'elle est sous les armes, sera régie par le code militaire. Les coupables de crime, de délit ou de faute seront jugés par un conseil de guerre et punis d'après la loi militaire.

Des récompenses.

Art. 13. — Les volontaires qui se feront distinguer sur les champs de combat recevront en récompense, suivant l'importance du fait méritoire qu'ils auront accompli, la décoration du *Nichan Iftihar*, du *Medjidie* ou de l'*Osmanie*. Ces décorations ne seront pas restituées après le décès de leurs propriétaires, mais elles resteront comme un souvenir entre les mains de leurs héritiers.

Art. 14. — Des pensions seront accordées aux volontaires blessés et aux familles de ceux qui seront morts sur le champ de bataille. On observera pour cela le règlement y relatif pour l'armée régulière.

Le *Journal des Débats* a écrit en réponse au *Journal de St-Petersbourg* un remarquable article sur la Constitution ottomane et sur ses résultats probables. Nous extrayons de cette étude les passages suivants :

Le *Journal de St-Petersbourg* nous reproche d'avoir dit que la Conférence n'avait pas été inutile, qu'elle avait provoqué une véritable révolution dans les institutions de la Turquie, et que la Constitution de Midhat pacha était une « acquisition sérieuse » dont il serait sage d'attendre les effets avant d'exclure la Porte du concert des gouvernements européens. « Nous avions pensé, dit notre confrère, qu'il ne se trouverait pas d'homme sérieux qui considérât l'œuvre du 23 décembre comme une compensation soutenable des garanties réclamées par les puissances en faveur des populations chrétiennes. » Eh bien ! le *Journal de St-Petersbourg* s'était trompé, comme il lui est toujours arrivé de le faire lorsqu'il est sorti de son caractère habituel pour se mettre à la remorque des passions peu réfléchies d'une partie de la population russe. Nous savons depuis longtemps que les comités révolutionnaires de Moscou et les agitateurs panslavistes qui voudraient jeter leur pays dans la plus dangereuse des aventures regardent la nouvelle Constitution turque comme une manœuvre sans sincérité, dont le seul objet a été de prévenir les exigences de l'Europe et de détourner d'avance tous les projets de la Conférence. Mais cette manière de voir ne peut être partagée par aucun de ceux qui connaissent l'histoire de la Turquie contemporaine et qui ont suivi de près la vie, les luttes, les espérances, les défaites et les succès des hommes auxquels la chute d'Abdul-Aziz a donné le pouvoir. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la Jeune Turquie travaille à procurer à l'empire ottoman des constitutions calquées sur celles des peuples occidentaux.

Nous ne discuterons pas un à un avec notre confrère russe les articles de la Constitution ottomane; la réponse à ses critiques serait trop facile. Ainsi, le *Journal de Saint-Petersbourg* s'étonne que les ministres restent juges de la question de savoir s'ils doivent se retirer après le rejet d'un de leurs projets de loi par la Chambre des Députés : « Le » ministère turc, dit-il, présentera donc des projets de loi sur l'adoption des » quels il croira devoir insister, et d'au- » tres où il n'insistera pas. » Qu'y a-t-il là de si extraordinaire ? On n'est pas tenu d'être très instruit à St-Petersbourg des pratiques du gouvernement parlementaire; mais, dans tous les pays qui ont des Chambres, personne n'ignore que les ministres réservent la question de cabinet pour la discussion des projets dont l'importance politique est considérable, tandis qu'ils laissent au Parlement une plus grande liberté lorsqu'il s'agit de voter sur des lois secondaires. S'il était vrai, comme l'affirme le *Journal de Saint-Petersbourg*, que l'art 35 de la Constitution ottomane fut dérisoire et que ses auteurs n'eussent « aucune notion du mécanisme d'un débat législatif », il faudrait en conclure qu'on eût aussi ignoré à Londres, à Vienne, à Berlin, à Paris, etc., qu'à Constantinople, et qu'il faut aller à Saint-Petersbourg pour apprendre l'art de manier des Assemblées. Nous demandons l'autorisation de nous dispenser d'un aussi long voyage et de nous en tenir à notre connaissance incomplète des institutions libérales. Quant aux Turcs, nous ne voudrions pas, à coup sûr, les détourner de chercher des exemples en Russie, mais nous ne pouvons pas non plus leur reprocher bien vivement de se mettre d'abord à l'école de l'Angleterre, de la France et de la majorité des nations européennes. Ils y apprendront ce qu'il leur est surtout utile de savoir, c'est-à-dire l'art de rendre la justice suivant des formes et des procédés qui ne permettent plus aux anciens abus de se reproduire. A notre avis, toute leur Constitution est là. Il est évident qu'il faudra longtemps, bien longtemps, pour que le régime parlementaire fonctionne sur le Bosphore comme il le fait sur la Tamise par exemple. Ce n'est pas du jour au lendemain, nous le savons par expérience, qu'on peut passer du pouvoir absolu au gouvernement régulier des assemblées. Mais il y a des degrés dans cette marche ascendante des peuples vers des institutions parfaites, et celui que l'empire ottoman franchit en ce moment est décisif.

D'où sont venus jusqu'ici, en effet, les échecs successifs des divers projets de réformes proclamés en Turquie ? La plupart des derniers Sultans ont été animés d'intentions excellentes; Abdul-Aziz lui-même avait justement excité à l'origine les espérances de ses sujets et les illusions de l'Europe. Mais une domination illimitée, surtout lorsqu'elle est à la fois religieuse et politique, a des entraînements auxquels les meilleurs esprits, les caractères les plus fermes, les âmes les plus droites ne sauraient résister. C'est ce qu'a fort bien compris le jeune Souverain que les dernières révolutions ont mis à la tête de l'Empire ottoman. Avec une intelligence, une abnégation et un courage qu'il serait injuste de méconnaître, il a voulu prendre des précautions contre lui-même. Il n'a pas hésité à aliéner pour cela une partie de sa puissance au moyen d'une Constitution qu'il a bien pu octroyer librement, mais qu'il ne serait plus libre de retirer sans le consentement des Chambres auxquelles la garde en est confiée. Désormais donc, aucun Sultan n'aura le droit de s'approprier, comme le faisait Abdul-Aziz, toutes les ressources de l'Empire, de les distribuer à ses favoris, de les gaspiller pour satisfaire des caprices insensés ou pour préparer des armements mal combinés et, par conséquent, stériles. On a beau répéter à Saint-Petersbourg que cette barrière opposée à la puissance des Sultans sera sans cesse franchie dans la pratique, on aura de la peine à le faire croire à l'Europe. Ah ! sans doute il en serait souvent ainsi si la Constitution livrait le pouvoir à ces administrateurs habitués à partir de la capitale pour se répandre dans l'Empire et l'exploiter d'après l'ancien usage. Mais il ne faudrait pas croire que l'aristocratie turque n'ait su le mal que si profondément affaibli les musulmans de Stamboul. Le réveil national auquel nous venons d'assister est une preuve que la province a conservé les qualités de vigueur, d'intelligence et de probité qui avaient fait la grandeur de la Turquie. En appelant à Constantinople les propriétaires ruraux, en confiant aux hommes qui, écrasés sous le joug d'une administration malhonnête, n'avaient jusqu'ici aucun moyen de se défendre, le contrôle de cette administration, la Constitution a préparé une réaction provinciale dont l'influence peut être capitale : elle a infusé un sang nouveau et plus chaud dans un corps qui menaçait de se dissoudre par épuisement.

Le second bienfait de la Constitution sera d'assurer le fonctionnement d'une justice régulière en Turquie. Tous les voyageurs, tous les consuls, tous les observateurs impartiaux s'accordent à reconnaître que les Turcs sont naturellement très équitables, et que, dans les conventions d'homme à homme, il est impossible d'avoir un sentiment de la bonne foi et de la loyauté individuelle plus vif que le leur. Seulement, la justice se compose de deux choses : du droit en lui-même, et des garanties que les nations civilisées ont données à ce droit au moyen de formes légales. Ces formes légales que les Turcs ignorent complètement : ils ne savent ni juger ni plaider, ni attendre d'un tribunal la défense de leurs intérêts légitimes. Ils ont également des notions très fausses sur le caractère des obligations respectives des individus et de l'Etat. Sous ce rapport encore leur éducation est à faire. Mais n'est-il pas permis de supposer qu'avec le concours de l'Europe, leur Constitution les aidera à contracter les habitudes de justice politique et administrative dont ils sont aujourd'hui dépourvus ? Peu importe que le fonctionnement des Chambres rencontre à Constantinople quelques-uns des obstacles énumérés avec tant de complaisance par le *Journal de Saint-Petersbourg*, pourvu que des tribunaux s'organisent dans les provinces et y répandent les procédés de la justice européenne ! Le jour où cette révolution capitale sera accomplie, la Turquie, qui est un pays merveilleusement fertile, verra affluer vers elle les capitaux qui la fuient aujourd'hui; elle deviendra le centre des plus grandes entreprises, et le berceau de la civilisation versera de nouveau sur le monde d'incalculables richesses.

Le *Journal de Saint-Petersbourg* va nous accuser encore de nous laisser aller aux plus décevantes illusions. Que la Russie prenne garde d'être emportée elle-même par des sentiments très généraux en apparence, mais qui auraient en réalité les mêmes conséquences qu'un égoïsme étroit et jaloux ! Il va se faire à Constantinople la plus curieuse expérience politique des temps modernes : pourquoi s'y opposer d'avance avec une mauvaise humeur que rien ne justifierait complètement ? Il ne faudra pas attendre très longtemps pour savoir si la Constitution ottomane est aussi stérile qu'on le soutient. Une dépêche du *Daily Telegraph* nous annonce que le Parlement turc se réunira le 1^{er} mars. Un grand nombre d'élections sont déjà faites, et l'on compte parmi les élus beaucoup de chrétiens. Cinq commissions préparent des lois organiques qui seront soumises aux Chambres. En attendant, et pour donner un premier gage de sa sincérité, la Porte a ouvert ses écoles militaires aux Ottomans de tous les cultes sans distinction, et elle a fait publier un édit ordonnant le désarmement complet de la population civile. Ce sont là des actes après lesquels il est impossible de s'écrier : Rien ! Rien ! une simple promesse de gouvernement parlementaire ! Nous avons confiance dans cette promesse et nous applaudissons aux réformes déjà faites, car elles sont la meilleure garantie des réformes en préparation.

S. Exc. Ali pacha, aujourd'hui, en conseil extraordinaire, donné connaissance du télégramme grand-viziriel annonçant le départ des représentants étrangers à Constantinople, aussi bien que des délégués, à la suite du refus de la Sublime Porte d'accéder à leurs propositions. Le gouverneur général a invité, par quelques paroles pleines de patriotisme, tous les assistants, Chrétiens et Musulmans, à resserrer davantage les liens qui les unissent, à vivre en bonne harmonie et à renverser ainsi les espérances des ennemis du pays. Une unanime approbation a accueilli la décision du gouvernement impérial. En souscrivant aux conditions de l'Europe la Sublime Porte devait résilier non-seulement les droits de sa souveraineté, mais encourir aussi la désapprobation de tous les Ottomans. Honneur à S. M. le Sultan Abdul-Hamid d'avoir compris et d'avoir sauvé la dignité de l'Empire. La patrie lui en sera reconnaissante.

TÉLÉGRAMMES ET Nouvelles Diverses.

(par le courrier de Varna.)

Saint-Petersbourg, 30 janvier, soir.

La Porte a chargé son ambassadeur à Vienne, Aleko pacha :

1^o De communiquer à l'agent serbe que les bases de la paix seraient le *statu quo ante bellum* avec des garanties pour l'avenir;

2^o De lui demander l'envoi à Constantinople d'un agent spécial serbe pour établir ces garanties.

D'autre part, on annonce que le Monténégro accepte la paix, et que le prince Nikita se propose d'envoyer un agent à Constantinople, afin d'engager les négociations à cet effet.

Berlin, 30 janvier, 4 h. soir.

Des rapports militaires arrivés ici de Kischineff portent qu'il est humainement impossible d'effectuer le passage du Pruth avec l'armée russe de Bessarabie. Les chemins sont tellement impraticables qu'il n'y a pas moyen d'y faire passer les canons, et l'armée laisserait la moitié de son effectif en route.

Berlin, 30 janvier, 5 h. soir.

La *National Zeitung* repousse les insinuations des organes russes, tendant à prouver que les intérêts de l'Allemagne et de la Russie en Orient sont identiques.

« La Russie, dit le journal allemand, propose des mesures belliqueuses, mais l'intérêt de l'Allemagne est dans le maintien de la paix. »

Berlin, 31 janvier.

Après bien des hésitations, la Russie paraît s'être arrêtée à un plan fort singulier. Elle prolongerait indéfiniment l'état actuel des choses. Ne se souciant pas de se mesurer avec les troupes turques dans leur état présent, et ne voulant pas renoncer à la campagne commencée, le gouvernement russe espère supporter mieux l'effort d'une mobilisation prolongée; c'est pourquoi elle gardera ses troupes sur la frontière, forçant par là la Turquie à faire de même.

Si la Turquie suit l'exemple de la Russie, il faut s'attendre à ce que, dans un délai rapproché, les populations demandant la paix à tout prix, par suite du manque d'argent. Si, d'autre part, la Turquie, par un coup de désespoir, se décide à prévenir l'attaque des Russes, ceux-ci ont confiance dans leur succès, attendu qu'ils combattraient dans ce cas sur leur propre terrain.

Afin d'exercer une plus grande pression encore sur la Turquie, l'armée russe traversera probablement le Pruth, sinon immédiatement, du moins dans quelque temps; mais il n'est pas probable qu'elle tente le passage du Danube avant que les forces turques aient, par ces retards prolongés, beaucoup perdu au point de vue de la faculté de tenir la campagne.

A cet effet, l'armée russe en Bessarabie va être continuellement augmentée, tandis que toutes les fortresses du sud seront mises en état de défense. C'est en vue de ces éventualités que la Turquie croit nécessaire de demander des garanties à la Serbie contre sa participation possible à la reprise des hostilités.

Saint-Petersbourg, 30 janvier, 6 h.

La mobilisation complète de toutes les réserves vient d'être ordonnée.

On attend à un manifeste du czar adressé à la nation russe, dont la portée serait des plus considérables.

Saint-Petersbourg, 31 janvier.

Le *Golos dit*, à propos des négociations entre la Turquie et la Serbie, que personne, en Russie, ne peut raisonnablement désirer le renouvellement de la guerre serbe, dont les conséquences ne pourraient que compliquer la question d'Orient. Une marche victorieuse elle-même par des sentiments très généraux en apparence, mais qui auraient en réalité les mêmes conséquences qu'un égoïsme étroit et jaloux ! Il va se faire à Constantinople la plus curieuse expérience politique des temps modernes : pourquoi s'y opposer d'avance avec une mauvaise humeur que rien ne justifierait complètement ? Il ne faudra pas attendre très longtemps pour savoir si la Constitution ottomane est aussi stérile qu'on le soutient. Une dépêche du *Daily Telegraph* nous annonce que le Parlement turc se réunira le 1^{er} mars. Un grand nombre d'élections sont déjà faites, et l'on compte parmi les élus beaucoup de chrétiens. Cinq commissions préparent des lois organiques qui seront soumises aux Chambres. En attendant, et pour donner un premier gage de sa sincérité, la Porte a ouvert ses écoles militaires aux Ottomans de tous les cultes sans distinction, et elle a fait publier un édit ordonnant le désarmement complet de la population civile. Ce sont là des actes après lesquels il est impossible de s'écrier : Rien ! Rien ! une simple promesse de gouvernement parlementaire ! Nous avons confiance dans cette promesse et nous applaudissons aux réformes déjà faites, car elles sont la meilleure garantie des réformes en préparation.

Le *Golos dit* conclut en exprimant le vœu que la Serbie puisse, par une paix honorable, conclue avec la Porte, retirer son épingle du jeu.

St-Petersbourg, 31 janvier, 6 heures.

Les dispositions pacifiques fléchissent notablement.

La mobilisation de la garde impériale est imminente.

Le ministre de la guerre a fait savoir au czar que les armements sont complets partout.

La nomination du général Kauffmann comme commandant en chef de l'armée du Sud est plus probable aujourd'hui que jamais.

Vienne, 1^{er} février, 9 h.

L'accord est complet entre Aleko pacha et M. Zukies, l'agent serbe.

Les troupes turques quitteront le territoire serbe dix jours après l'acceptation par la Skupchina des conditions de paix qui sont les suivantes :

1^o Intégrité du territoire serbe ;

2^o Le prince Milan ne se rendra à Constantinople que quand les circonstances le lui permettront ;

3^o La forteresse du petit Zvornik sera démantelée du côté turc, comme garantie de l'avenir.

S. Exc. Ali pacha, aujourd'hui, en conseil extraordinaire, donné connaissance du télégramme grand-viziriel annonçant le départ des représentants étrangers à Constantinople, aussi bien que des délégués, à la suite du refus de la Sublime Porte d'accéder à leurs propositions. Le gouverneur général a invité, par quelques paroles pleines de patriotisme, tous les assistants, Chrétiens et Musulmans, à resserrer davantage les liens qui les unissent, à vivre en bonne harmonie et à renverser ainsi les espérances des ennemis du pays. Une unanime approbation a accueilli la décision du gouvernement impérial. En souscrivant aux conditions de l'Europe la Sublime Porte devait résilier non-seulement les droits de sa souveraineté, mais encourir aussi la désapprobation de tous les Ottomans. Honneur à S. M. le Sultan Abdul-Hamid d'avoir compris et d'avoir sauvé la dignité de l'Empire. La patrie lui en sera reconnaissante.

TÉLÉGRAMMES ET Nouvelles Diverses.

(par le courrier de Varna.)

Saint-Petersbourg, 30 janvier, soir.

La Porte a chargé son ambassadeur à Vienne, Aleko pacha :

1^o De communiquer à l'agent serbe que les bases de la paix seraient le *statu quo ante bellum* avec des garanties pour l'avenir;

2^o De lui demander l'envoi à Constantinople d'un agent spécial serbe pour établir ces garanties.

D'autre part, on annonce que le Monténégro accepte la paix, et que le prince Nikita se propose d'envoyer un agent à Constantinople, afin d'engager les négociations à cet effet.

Berlin, 30 janvier, 4 h. soir.

Des rapports militaires arrivés ici de Kischineff portent qu'il est humainement impossible d'effectuer le passage du Pruth avec l'armée russe de Bessarabie. Les chemins sont tellement impraticables qu'il n'y a pas moyen d'y faire passer les canons, et l'armée laisserait la moitié de son effectif en route.

Berlin, 30 janvier, 5 h. soir.

La *National Zeitung* repousse les insinuations des organes russes, tendant à prouver que les intérêts de l'Allemagne et de la Russie en Orient sont identiques.

« La Russie, dit le journal allemand, propose des mesures belliqueuses, mais l'intérêt de l'Allemagne est dans le maintien de la paix. »

Berlin, 31 janvier.

Après bien des hésitations, la Russie paraît s'être arrêtée à un plan fort singulier. Elle prolongerait indéfiniment l'état actuel des choses. Ne se souciant pas de se mesurer avec les troupes turques dans leur état présent, et ne voulant pas renoncer à la campagne commencée, le gouvernement russe espère supporter mieux l'effort d'une mobilisation prolongée; c'est pourquoi elle gardera ses troupes sur la frontière, forçant par là la Turquie à faire de même.

Si la Turquie suit l'exemple de la Russie, il faut s'attendre à ce que, dans un délai rapproché, les populations demandant la paix à tout prix, par suite du manque d'argent. Si, d'autre part, la Turquie, par un coup de désespoir, se décide à prévenir l'attaque des Russes, ceux-ci ont confiance dans leur succès, attendu qu'ils combattraient dans ce cas sur leur propre terrain.

Afin d'exercer une plus grande pression encore sur la Turquie, l'armée russe traversera probablement le Pruth, sinon immédiatement, du moins dans quelque temps; mais il n'est pas probable qu'elle tente le passage du Danube avant que les forces turques aient, par ces retards prolongés, beaucoup perdu au point de vue de la faculté de tenir la campagne.

A cet effet, l'armée russe en Bessarabie va être continuellement augmentée, tandis que toutes les fortresses du sud seront mises en état de défense. C'est en vue de ces éventualités que la Turquie croit nécessaire de demander des garanties à la Serbie contre sa participation possible à la reprise des hostilités.

Saint-Petersbourg, 30 janvier, 6 h.

La mobilisation complète de toutes les réserves vient d'être ordonnée.

On attend à un manifeste du czar adressé à la nation russe, dont la portée serait des plus considérables.

Saint-Petersbourg, 31 janvier.

Le *Golos dit*, à propos des négociations entre la Turquie et la Serbie, que personne, en Russie, ne peut raisonnablement désirer le renouvellement de la guerre serbe, dont les conséquences ne pourraient que compliquer la question d'Orient. Une marche victorieuse elle-même par des sentiments très généraux en apparence, mais qui auraient en réalité les mêmes conséquences qu'un égoïsme étroit et jaloux ! Il va se faire à Constantinople la plus curieuse expérience politique des temps modernes : pourquoi s'y opposer d'avance avec une mauvaise humeur que rien ne justifierait complètement ? Il ne faudra pas attendre très longtemps pour savoir si la Constitution ottomane est aussi stérile qu'on le soutient. Une dépêche du *Daily Telegraph* nous annonce que le Parlement turc se réunira le 1^{er} mars. Un grand nombre d'élections sont déjà faites, et l'on compte parmi les élus beaucoup de chrétiens. Cinq commissions préparent des lois organiques qui seront soumises aux Chambres. En attendant, et pour donner un premier gage de sa sincérité, la Porte a ouvert ses écoles militaires aux Ottomans de tous les cultes sans distinction, et elle a fait publier un édit ordonnant le désarmement complet de la population civile. Ce sont là des actes après lesquels il est impossible de s'écrier : Rien ! Rien ! une simple promesse de gouvernement parlementaire ! Nous avons confiance dans cette promesse et nous applaudissons aux réformes déjà faites, car elles sont la meilleure garantie des réformes en préparation.

Le *Golos dit* conclut en exprimant le vœu que la Serbie puisse, par une paix honorable, conclue avec la Porte, retirer son épingle du jeu.

St-Petersbourg, 31 janvier, 6 heures.

Les dispositions pacifiques fléchissent notablement.

La mobilisation de la garde impériale est imminente.

Le ministre de la guerre a fait savoir au czar que les armements sont complets partout.

La nomination du général Kauffmann comme commandant en chef de l'armée du Sud est plus probable aujourd'hui que jamais.

Vienne, 1^{er} février, 9 h.

L'accord est complet entre Aleko pacha et M. Zukies, l'agent serbe.

Les troupes turques quitteront le territoire serbe dix jours après l'acceptation par la Skupchina des conditions de paix qui sont les suivantes :

1^o Intégrité du territoire serbe ;

2^o Le prince Milan ne se rendra à Constantinople que quand les circonstances le lui permettront ;

3^o La forteresse du petit Zvornik sera démantelée du côté turc, comme garantie de l'avenir.

mes qu'ils promettent. Il émet toutefois l'idée que les puissances médiatrices pourraient se mettre d'accord pour déclarer officiellement à la Porte que non-seulement elles sont résolues à agir et ne patienteront que pendant un espace de temps raisonnable.

SOUSCRIPTIONS EN FAVEUR DE L'ARMÉE.

LISTE N° 139.
Reçues du 20 janvier.

	Piastres.
Les agents de police du vilayet de Castamouni et les habitants des Caza Toussia et Iklip.....	23170 —
Les habitants du Caza Avnié.....	1857 —
Souscriptions précédentes.....	25027 —
	40222049 30
	40247076 30

LISTE N° 140.
Reçues du 22 janvier.

S. Exc. Ahmed pacha, mulesarif de Scutari.....	500 —
Servet effendi, membre de la commission d'enquête de Scutari.....	200 —
Les habitants de l'ekhoza et de Chilé et les employés subalternes du mutesarrif de Scutari.....	6393 —
Les habitants du vilayet de Konia, pour la 7 ^{me} fois.....	42110 —
Somme provenant de la vente de la peau des moutons pendant le dernier Bairam, dans le sandjak de Hamid.....	41880 —
Somme provenant de la vente de la peau des moutons pendant le dernier Bairam dans l'île de Chio.....	2900 —
Souscriptions précédentes.....	34083 —
	40247076 30
	40284159 30

LISTE N° 141.
Reçues du 24 janvier.

Les habitants du sandjak de Ilmié pour la 4 ^{me} fois.....	7573 20
Les habitants du Caza sandjak et le monténo Maadoun effendi et la ville Debre dans le Sandjak de Zor.....	4225 30
Souscriptions précédentes.....	4799 40
	40284159 30
	40292959

PROTOCOLES DE LA CONFÉRENCE DE CONSTANTINOPLE.

Séance du 6 zilkidjé 1293 (11/23 décembre 1876).

(Suite.)

Ces propositions n'étaient pas de nature à rencontrer en principe l'opposition de la Sublime Porte, puisqu'elles restaient en dehors des institutions qu'elle devait introduire spontanément dans l'organisation administrative des provinces. Toutefois, le gouvernement impérial hésitait à les accueillir dans la forme qui leur avait été donnée, en faisant remarquer que ce système de concessions, appliqué à des sujets révoltés, allait contre le but que l'on se proposait, et, loin de désarmer la rébellion, lui prêtait de nouvelles forces et une nouvelle ardeur; qu'il était enfin à craindre que les insurgés ne vissent dans cette démarche, dont rien d'ailleurs ne garantissait l'efficacité vis-à-vis des chefs cosmopolites de l'insurrection, la preuve de sympathies qui les ferait persister plus que jamais dans le parti-pris de résistance qu'ils avaient adopté.

Malgré ces observations, dont la suite des événements n'a que trop démontré la justesse, la majorité des puiss

me autorité et être soumises aux mêmes lois. Porter atteinte à ce principe serait compromettre l'œuvre de la reconstitution de l'empire, préparer la désagrégation de ses éléments nationaux, créer entre les provinces un antagonisme redoutable, et enfin semer le germe de nouveaux sujets de trouble et de rébellion.

Les puissances amies, soucieuses de contribuer à établir une paix durable, fondée sur l'unité des institutions et sur l'intégrité de l'empire, donneront leur entière et loyale adhésion à ce principe d'égalité générale qui forme la base et qui constitue la force du statut politique de toutes les nations européennes.

C'est dans ces conditions que le gouvernement impérial, présentant d'une part l'exposé fidèle des événements qui ont troublé l'empire ottoman et amené la situation actuelle, et, d'autre part, la nouvelle Constitution qui fixe désormais le droit public ottoman, vient prendre place dans les conseils de l'Europe.

La Turquie peut se dire que c'est sa fermeté et sa modération qui ont dompté cette grande conspiration révolutionnaire qui visait ouvertement à bouleverser l'empire ottoman et à troubler profondément la tranquillité de l'Europe.

Si, au milieu des difficultés peut-être sans exemple dans l'histoire, dont il a été assailli, le gouvernement impérial avait laissé périr le principe d'autorité qu'il avait le devoir de défendre, s'il avait failli devant les attaques auxquelles il a été en butte, et si la révolution avait triomphé, il n'est pas douteux de voir que les complications les plus graves n'auraient pas manqué de surgir.

En donnant des preuves de vitalité incontestable, en rendant un service signalé à la cause générale de l'ordre, et, par conséquent, aussi, à celle du progrès véritable, le gouvernement ottoman croit s'être acquis de nouveaux titres à l'intérêt sympathique des grandes puissances.

La Turquie entend aujourd'hui de consolider, par une série de nouvelles institutions conçues dans un esprit à la fois libéral et pratique, l'ordre qu'elle a su maintenir. Elle a la conviction de pouvoir mener à bonne fin cette seconde partie de la tâche importante qui lui revient, et, en reportant sa pensée sur la période qui s'est écoulée depuis le traité de Paris, comme aussi sur les récents événements que je viens de mettre tout particulièrement sous les yeux de MM. les membres de la Conférence, elle ne voit rien qui ne lui permette de compter d'avance sur les sentiments de haute confiance des grandes puissances amies, dont j'ai l'honneur de reconnaître en vous, Messieurs, les représentants autorisés.

Le marquis de Salisbury est d'avis que la première tâche de la Conférence n'est pas la discussion des événements qui ont eu lieu en Bulgarie pendant l'été dernier. Mais dès à présent S. S. ne peut admettre l'exactitude des appréciations que renferme à ce sujet le discours de S. Exc. le premier plénipotentiaire de la Turquie.

Le général Ignatieff s'associe entièrement à l'opinion du marquis de Salisbury. L'émotion serait mal choisie pour rappeler des souvenirs pénibles. Il craindrait d'ailleurs que, s'il entreprenait de discuter, il ne vit dans la nécessité de contredire sur plusieurs points les appréciations de S. Exc. le premier plénipotentiaire de la Turquie.

S. Exc. Salvat pacha fait remarquer que, pour lui aussi, ce n'est pas sans éprouver un sentiment pénible, qu'il a été dans le cas de parler des événements dont il vient de faire un exposé succinct, et qu'il s'abstenait d'entrer dans les détails des faits qui ont amené l'état actuel des choses.

Le comte Zichy adhère à l'avis émis par MM. les plénipotentiaires de la Russie et de la Grande-Bretagne, et il ne veut rien ajouter afin de laisser la parole à M. le comte de Chaudordy, qui est chargé de faire connaître les vues de ses collègues.

Le comte de Chaudordy : MM. les plénipotentiaires ottomans, les Conférences qui s'ouvrent aujourd'hui entre les représentants des grandes puissances et ceux de l'empire ottoman ont pour but de prévenir de graves complications en cherchant à faire aboutir à un résultat pratique les efforts tentés jusqu'à ce jour pour assurer la paix en Orient.

Je n'ai pas besoin de rappeler les précédents à la suite desquels nous nous réunissons. Ils sont présents à la pensée de tous, et je crois que, laissant de côté des souvenirs fâcheux, nous devons sans retard nous placer sur le terrain diplomatique, et c'est dans cet ordre d'idées que, prenant pour guide les négociations poursuivies entre les puissances et la Porte pendant les phases successives de la crise actuelle, nous avons, afin de faciliter nos délibérations et pour mieux préciser les intentions de nos gouvernements, conquis par écrit l'ensemble des mesures que nous croyons de nature à assurer le succès de l'œuvre qui doit vous être commune. Je suis chargé par mes collègues de remettre ce travail entre vos mains. Vous ne pouvez vous méprendre sur le sentiment qui nous a dirigés en le préparant.

Nous avons pris à tâche de rechercher avec la plus grande impartialité ce qui dans les circonstances présentes peut être considéré comme répondant le plus exactement aux préoccupations légitimes de l'Europe, aussi bien qu'aux intérêts les plus sérieux de l'empire que vous représentez. Ces projets, vous les constaterez en les lisant, ont été rédigés dans ce double but et sous cette double inspiration.

Permettez-moi donc de faire appel, au nom de votre gouvernement, à votre sagesse, au sentiment élevé que vous avez des besoins de votre pays, pour vous demander de vous associer à nous, de vous joindre par conséquent à l'Europe unie, afin d'apporter un remède à un état de choses dont la Sublime Porte ne peut méconnaître la gravité, et afin de sauvegarder ainsi la situation même d'un empire dont nous souhaitons tous la prospérité.

Le comte de Chaudordy remet aux deux plénipotentiaires ottomans le travail auquel il vient de faire allusion, et qui est annexé au présent protocole sous le titre A, B, C, D, E, F.

S. Exc. le président dit que les plénipotentiaires ottomans se feront un devoir d'examiner d'urgence et avec toute l'attention qu'ils méritent les documents qui viennent de leur être remis, et sur lesquels ils ne sont pas naturellement à même d'émettre dans le moment même une opinion quelconque.

MM. les plénipotentiaires des six puissances expriment le désir que ce délai soit aussi court que possible. Le terme de l'armistice échéant le 1^{er} janvier prochain, il serait nécessaire que MM. les plénipotentiaires ottomans fussent à même de fixer à une date très rapprochée la prochaine séance, afin de convenir de la prolongation de l'armistice.

Le général Ignatieff émet l'avis d'une prolongation de l'armistice de quinze jours.

S. Exc. Edhem pacha demande si le travail qui vient d'être présenté par le comte de Chaudordy est précédé d'un exposé des motifs. Un pareil exposé abrégerait la tâche des plénipotentiaires ottomans, en leur permettant de saisir plus facilement la pensée générale qui y a présidé.

Le général Ignatieff dit qu'il n'y a pas d'exposé de motifs, mais que l'on s'est inspiré en général, dans le cours de ce travail, de la nécessité de la décentralisation.

Le marquis de Salisbury ajoute qu'il est établi d'après les bases prescrites par l'Angleterre.

Le comte de Chaudordy fait remarquer qu'il a été puisé dans tous les documents antérieurs de la question et dans les Notes échangées entre les puissances.

Le premier plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie dit que les motifs se trouvent en grande partie dans la Note du 30 décembre 1875, acceptée par toutes les puissances.

Le plénipotentiaire d'Italie dit que le motif principal doit être recherché dans la gravité de la situation.

A ce moment, des salves d'artillerie se font entendre.

Le président de la Conférence fait connaître que ces salves annoncent la promulgation de la Constitution ottomane.

« Un grand acte, dit-il, qui s'accomplit à cette heure même, vient de changer la forme du gouvernement qui avait duré six cents ans. La Constitution dont S. M. le Sultan a doté son empire est promulguée. Elle inaugure une ère nouvelle pour le bonheur et la prospérité de ses peuples. »

Le comte de Chaudordy fait remarquer que la paix est absolument nécessaire pour que la Constitution puisse aboutir aux résultats qu'on en attend, et que l'accord de toutes les puissances dans la Conférence est la condition essentielle pour l'efficacité de cet acte solennel.

Le marquis de Salisbury se plaît à constater que la Conférence est réunie pour assurer la paix.

Le premier plénipotentiaire ottoman dit que, de son côté, la Turquie désire ardemment la paix dans le but de réaliser un moment plus tôt les bénéfices de la nouvelle Constitution.

Le général Ignatieff pense que l'application des nouvelles institutions en déterminerait la valeur réelle, et que la paix doit être assurée avant qu'on puisse procéder à leur exécution.

Salvat pacha dit que la Constitution peut être considérée aussi comme un nouvel élément de nature à assurer la paix, et qu'il espère que des concessions réciproques permettront d'atteindre ce but unanimement désiré.

La prochaine séance est renvoyée à mardi ou mercredi.

Signé : Salvat pacha, Edhem pacha, Werther, Zichy, Calice, F. de Bourgoing, Chaudordy, Salisbury, Henry Elliot, L. Corti, N. Ignatieff.

2^e Protocole.

Séance du 16/28 décembre 1876.

Présents : Les mêmes qu'au protocole 1^{er}. La séance qui, dans l'intervalle avait été remise d'un jour, est ouverte à une heure de l'après-midi.

Le premier protocole est lu, et après diverses observations et rectifications relatives à l'exposé de Son Exc. le président, est définitivement approuvé.

Son Exc. le président rappelle que dans la séance précédente il avait été question de l'urgence qu'il y avait à prononcer l'armistice dont le terme expire dans trois jours, et que S. Exc. l'ambassadeur de Russie avait proposé une prolongation de quinze jours.

S. Exc. fait remarquer que, vu la grande étendue de la ligne d'opérations, le défaut de lignes télégraphiques sur plusieurs points et le mauvais état des voies de communication, surtout dans cette saison, une courte prolongation de l'armistice présenterait de graves inconvénients dans la pratique. S. Exc. cite à ce sujet les malentendus survenus sur la frontière du Monténégro lors de la conclusion de l'armistice, malentendus causés par la difficulté des communications. Pour toutes ces raisons, il est d'avis qu'il y aurait lieu d'assigner un terme plus long en prolongant l'armistice de deux mois.

Le général Ignatieff admet le bien-fondé des considérations alléguées par S. Exc. M. le plénipotentiaire de Turquie en faveur d'un terme plus long que celui qu'il avait proposé dans la séance précédente. Le but principal était d'assurer la paix. Il désirait toutefois qu'une prolongation de l'armistice fût faite à MM. les plénipotentiaires ottomans l'occasion de donner des assurances de nature à faire espérer que ces négociations ne traîneront pas en longueur, et qu'une prompt solution de toutes les questions soumises aux décisions de la Conférence viendra bientôt calmer l'impatience des esprits, qui sont dans l'attente d'une situation nette. S. Exc. désirerait mieux comprendre la pensée qui motiverait une prolongation aussi considérable.

S. Exc. M. le plénipotentiaire ottoman pense qu'une prolongation de deux mois ne peut manquer d'avoir pour effet l'apaisement des esprits et de faire apprécier le désir de paix qui domine dans les conseils de la Conférence.

Le général Ignatieff rétorque que, de sa part, il n'y a aucune opposition systématique aux vues de MM. les plénipotentiaires ottomans concernant l'armistice.

Le comte de Chaudordy ajoute qu'il faut bien espérer que le temps pour lequel l'armistice sera prolongé ne sera pas perdu pour les travaux de la Conférence.

Une conversation s'engage entre MM. les plénipotentiaires de Turquie, d'Autriche et de Russie, à la suite de laquelle il est convenu que l'armistice sera prolongé jusqu'au 1^{er} mars 1877 (n.s.) exclusivement, c'est-à-dire jusqu'à minuit du dernier jour de février.

Le marquis de Salisbury dit que l'armistice ayant été arrêté tout d'abord entre la Turquie et la Russie, aujourd'hui que ces deux puissances sont d'accord pour le prolongement jusqu'à la date précitée, il ne reste à la Conférence qu'à en prendre acte.

Le comte de Bourgoing donne son plein assentiment aux paroles du marquis de Salisbury et déclare, de son côté, adhérer à la prolongation de l'armistice.

Le général Ignatieff dit qu'il prend acte des dispositions exprimées par les plénipotentiaires ottomans d'accélérer l'œuvre de la Conférence.

Séance (tenante). MM. les plénipotentiaires ottomans informent S. A. le Grand Vézir de la décision que la Conférence vient de prendre.

De son côté, le général Ignatieff, en qualité de doyen du corps diplomatique, expédie deux télégrammes à LL. AA. les princes du Monténégro et de Serbie pour leur notifier cette même décision et les prier d'agir en conséquence.

S. Exc. le premier plénipotentiaire ottoman prend la parole et s'exprime dans les termes suivants :

Les plénipotentiaires ottomans se sont fait un devoir d'étudier le travail qui leur a été remis à la séance précédente avec toute l'attention qu'il leur méritait. Ils se trouvent à même de communiquer à la Conférence, dès aujourd'hui, les réflexions d'ensemble que cette étude leur a suggérées, sans avoir à revenir sur différents points auxquels ils s'abstiennent pour le moment de toucher d'une manière spéciale.

En se reportant aux accords intervenus entre les puissances, on trouve qu'il avait été entendu que la Conférence se réunissait sur la base du maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire ; qu'en ce qui concerne la Serbie et le Monténégro, on

reviendrait au statu quo ante ; et que, pour ce qui est des provinces du nord de la Turquie d'Europe, il s'agissait de leur concéder un système d'institutions locales qui donnerait aux populations quelque contrôle sur leurs officiers locaux et fournirait des garanties contre les actes d'autorité arbitraires, ainsi que de maintenir l'entente établie sur les propositions de S. Exc. le comte Andrássy.

La Sublime Porte adhérait d'autant plus volontiers à cette manière de voir, que, pour le fond, elle lui semblait pas contraire aux stipulations du traité de 1836 et à l'esprit des réformes bien plus larges qu'elle devait inaugurer pour tout l'empire.

En se plaçant à ce point de vue, les plénipotentiaires ottomans ne dissimulèrent pas que dans la partie du travail qui traite de la Serbie et du Monténégro, ils ont vu, non sans un certain sentiment de surprise, qu'on proposait une cession de territoire au Monténégro, ainsi que la cession à la Serbie de certaines localités qui avaient fait précédemment aussi l'objet de la convoitise de l'administration princière.

Les plénipotentiaires ottomans ne sauraient s'expliquer comment ces propositions pourraient se rattacher soit aux assurances antérieures, soit aux précédents mêmes de la question, qui ont été établis jusqu'à l'évidence la nécessité de garantir la Sublime Porte contre la répétition, de la part de la Serbie surtout, d'une agression aussi injustifiée que celle qui vient de troubler si profondément la paix de l'empire.

Les puissances connaissent quelle avait été sur ce point l'opinion de la Sublime Porte, opinion pour l'appréciation de laquelle elle s'en était entièrement remise aux sentiments des grandes puissances. L'expression de « rétablissement du statu quo » en termes généraux, contenue dans la communication du gouvernement de S. M. Britannique, avait fait naître l'espoir au gouvernement impérial que les grandes puissances étaient disposées à choisir, parmi les moyens proposés par la Sublime Porte pour assurer la paix dans l'avenir, ceux qui semblaient les plus adaptés à la situation ; et dès lors les plénipotentiaires ottomans ne peuvent s'empêcher de faire remarquer que la partie du travail consacrée à la Serbie et au Monténégro s'est trouvée complètement en dehors du cercle des prévisions et de l'attente de leur gouvernement.

En ce qui concerne l'organisation à donner aux trois vilayets ou gouvernements généraux, dont il est question dans l'autre partie du travail, les plénipotentiaires ottomans regrettent de se trouver dans la nécessité de présenter des observations analogues.

A côté des dispositions qui visent directement au but qu'on avait en vue, dispositions dont l'admission est d'autant plus facile pour la Sublime Porte qu'elles s'allient parfaitement avec les vues libérales du gouvernement impérial, et qu'elles restent même en dehors des concessions dont toutes les populations de l'empire sont appelées à bénéficier, il s'en trouve malheureusement d'autres qui, non-seulement n'ont rien de commun avec le programme arrêté, mais seraient de nature à déjouer tous les efforts que le gouvernement impérial pourrait faire pour les fonder dans un tout harmonique avec les exigences morales et matérielles de la nouvelle Constitution, ainsi qu'avec celles de tout système gouvernemental qui voudrait se conserver les chances de durée et de progrès.

Parmi les dispositions auxquelles ils viennent de faire allusion, les plénipotentiaires ottomans citent l'institution de la commission internationale ; l'introduction d'un corps de gendarmerie étrangère ; le cantonnement des troupes dans les forteresses ; le mode de nomination concernant les finances et la justice ; le déplacement en Asie des colonies circassiennes, etc.

Le désir ardent du gouvernement impérial pour tout ce qui peut assurer la paix et la prospérité de ses provinces lui ferait accepter avec empressement toute proposition qui serait de nature à contribuer à un pareil résultat. Mais il ne saurait évidemment se prêter à des combinaisons qui, en lui enlevant tout ce qu'il y a de plus précieux, tendent à amener un état de choses tout à fait nouveau et ne sauraient manquer de susciter les esprits dans tout l'empire, d'alarmer les populations, de troubler le mécanisme administratif, de provoquer et de perpétuer les luttes et les conflits passionnés.

En présence des réflexions qui précèdent, et que le travail en question est de nature à provoquer même à une première lecture, les plénipotentiaires ottomans croient de leur devoir d'appeler l'attention de la Conférence sur les points qu'ils viennent de signaler et qui, dans la pensée de LL. EE. les plénipotentiaires, il n'y a plus lieu de tenir compte des limites qui avaient été assignées par un accord unanime au but qui devait être poursuivi en commun.

Le général Ignatieff désire présenter quelques observations. Il rappelle que, pour ce qui est de la Serbie, la Porte, tout en faisant connaître ses vues aux grandes puissances, s'en était entièrement remise à leur appréciation. Le maintien de l'intégrité de l'empire est hors de cause. La pensée des plénipotentiaires des six puissances a été uniquement de prévenir le retour de difficultés dont on a eu souvent à se préoccuper. En ce qui concerne le Monténégro, au moment où les derniers événements se produisaient, une commission spéciale avait été envoyée sur les lieux pour établir la frontière.

S. Exc. Salvat Pacha fait aussitôt remarquer qu'il s'agissait simplement alors de rectifier la frontière existante.

Le général Ignatieff, continuant ses observations, convient qu'il ne s'agissait que d'une rectification ; mais il ajoute qu'il semblerait très naturel que la Conférence se soit préoccupée de la situation de certains districts voisins du Monténégro, et qui, dans l'Annuaire officiel de l'empire même, figurent sous la désignation de districts insurgés (nevaššytsy).

Le prince de Monténégro exerce sur ces districts de facto un pouvoir réel pour lequel il serait avantageux de le constituer responsable. Sous l'influence des mêmes idées, la Conférence, tout en rétablissant le statu quo pour la Serbie, a voulu établir un principe de solution pour les difficultés qui ont surgi de tout temps au sujet de la possession des îles formées par la Drina. (à suivre.)

RUSSIE.

On lit dans une dépêche particulière de Berlin, publiée par le Morning-Post :

Le ministre de la guerre de l'empire d'Allemagne a reçu les demandes d'un grand nombre d'officiers allemands sollicitant l'autorisation de prendre du service dans l'armée russe. Toutes ces demandes sans exception ont été refusées. Il ne s'agit même pas de ces officiers d'accompagnement les troupes russes, même en n'en tenant pas au service du Czar. Si la guerre éclate, les agents militaires accrédités auprès de la cour de Russie ne suivront pas le quartier général russe, mais resteront à Saint-Petersbourg.

Le même journal annonce que le gouvernement russe a fait de nombreux achats de munitions de bouche, qui devront être livrés à Rens-Ismail.

Quatorze compagnies d'infanterie de marine russe sont arrivées à Kichenoff, venant de Cronstadt, et ont été attachées à la division d'avant-garde. On attend à Nicoloff un bataillon de matelots.

On dit qu'un nouveau contingent de troupes turques, nizams et redifs, se montait à 30,000 hommes, va être transporté de Syrie dans la Turquie d'Europe. Un corps d'environ même force a déjà été retiré de la province de Syrie.

Suléiman pacha, est arrivé, dit-on, à Mostar, avec ordre d'organiser une division.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

FRANCE.

Nous lisons dans le Nord :

L'attitude de la France dans la question orientale n'a été des plus correctes. Elle a justifié de tous points l'affirmation, par le duc Decazes, de la volonté de la France d'observer une neutralité absolue en cas de complication en Orient, et de s'associer à toutes les tentatives diplomatiques qui auraient en vue d'assurer par le concert des grandes puissances l'amélioration du sort des chrétiens.

Les dispositions pacifiques de la France ne sont pas seulement affirmées par le gouvernement dans ses relations extérieures comme à la tribune du Parlement ; elles se manifestent dans tous les journaux sans distinction de nuance. Il n'en est pas un dans lequel on n'ait relevé une parole agressive à l'adresse de l'Allemagne ; et les représentants de tous les partis sans exception proclament en toutes circonstances que ce que veut avant tout la France, au nom de laquelle le suffrage universel leur a donné mandat de parler, c'est le maintien de la paix.

Il serait impossible de trouver dans l'histoire l'exemple d'un pays ayant donné d'aussi nombreux témoignages — on pourrait dire d'aussi nombreux gages — que la France de ses sentiments sincèrement pacifiques, alors qu'il faut bien le reconnaître, les désastres éprouvés qu'elle a traversés lui ont laissé une incontestable vitalité, un réel sentiment de sa dignité, un juste souci de l'avenir.

UNE LETTRE DE MME MICHELET.

On lit dans le Temps :

Mme Michelet nous fait l'honneur de nous adresser la lettre qu'on va lire. La touchante pensée à laquelle a obéi cette noble veuve n'a pas besoin de commentaires. Elle sera comprise par tous et particulièrement par les amis et les admirateurs du grand historien.

Au directeur du Temps

Monsieur le directeur,

Il y a quelques semaines, la presse parisienne annonçait que, sur mon initiative, les élèves de l'Ecole des beaux-arts avaient mis au concours le monument qui doit être élevé sur la tombe de Michelet. Plusieurs journaux paraient même d'une esquisse que j'aurais fournie aux artistes.

Ces nouvelles étaient prématurées ; elles ne répondent pas au but que j'ai poursuivi et que je viens d'atteindre.

Lorsqu'à vingt ans mon mari perdit son premier ami, il raconte que, pendant les dix années qui suivirent, vivant rue de la Roquette, il soigna constamment sa tombe. Dans les grandes chaleurs de l'été, où les fleurs demandaient beaucoup d'eau, il y montait presque tous les soirs. Mais à sa grande tristesse, malgré tous ses soins, les plantes dépérissaient et mouraient. Le Père-Lachaise manquait d'eau !

Il y a de cela cinquante ans, et les choses n'ont guère changé.

Si l'ancien cimetière où dorment Molière et La Fontaine se protégeait par l'ombre épaisse des vieux arbres qui sont venus d'eux-mêmes autour des tombes abandonnées, le nouveau cimetière, sans végétation, inondé d'une lumière impenetrable, n'est qu'un champ de pierres arides et mortes. Pourtant, tout, ici, devrait parler d'immortalité.

Il faudrait partout une image de vie, de fleurs abondantes, et partout elles manquent.

Personne ne se rebute. Si la fleur qu'on porte aujourd'hui, en quelques heures est brûlée du soleil, on en porte une seconde, puis une troisième. Toutes mourront ; n'importe, on persévère.

J'ai vu bien des exemples de cette persévérance touchante, surtout chez les pauvres qui n'ont pas les moyens de payer un jardinier pour l'entretien de leurs sépultures. Que de femmes âgées ou malades gravissent péniblement chaque jour les pentes raides du Père-Lachaise, portant d'une main un pot de fleurs, de l'autre un arrosoir plein d'eau ! Le cœur se serre et réclame.

Vous comprenez d'avance, monsieur le directeur, le monument que j'ai désiré pour la mémoire de mon mari. J'ai demandé et obtenu de donner au Père-Lachaise des fontaines. La Ville de Paris, s'associant à ma pensée, prend à ses frais la canalisation des eaux. Et moi, je m'engage à assurer au cimetière, par un legs (une rente fondée sur l'Etat), la propriété de ces eaux à perpétuité.

Ainsi se trouvera réalisé au profit de chaque tombe le vœu de celui dont la vie entière fut vouée au bien de l'humanité. Il lui sera donné de pouvoir, dans la mort même, la servir encore.

Veillez agréer, monsieur le directeur, mes sentiments d'affection et de considération.

F. J. MICHELET.

P.-S. — Afin qu'il aie, lui aussi, une petite part dans celle qu'il aura faite à tous, je m'engage à sa tombe un simple flet d'or vive qui arrosera les fleurs et donnera à boire aux petits oiseaux.

RUSSIE.

On lit dans une dépêche particulière de Berlin, publiée par le Morning-Post :

Le ministre de la guerre de l'empire d'Allemagne a reçu les demandes d'un grand nombre d'officiers allemands sollicitant l'autorisation de prendre du service dans l'armée russe. Toutes ces demandes sans exception ont été refusées. Il ne s'agit même pas de ces officiers d'accompagnement les troupes russes, même en n'en tenant pas au service du Czar. Si la guerre éclate, les agents militaires accrédités auprès de la cour de Russie ne suivront pas le quartier général russe, mais resteront à Saint-Petersbourg.

Le même journal annonce que le gouvernement russe a fait de nombreux achats de munitions de bouche, qui devront être livrés à Rens-Ismail.

Quatorze compagnies d'infanterie de marine russe sont arrivées à Kichenoff, venant de Cronstadt, et ont été attachées à la division d'avant-garde. On attend à Nicoloff un bataillon de matelots.

On dit qu'un nouveau contingent de troupes turques, nizams et redifs, se montait à 30,000 hommes, va être transporté de Syrie dans la Turquie d'Europe. Un corps d'environ même force a déjà été retiré de la province de Syrie.

Suléiman pacha, est arrivé, dit-on, à Mostar, avec ordre d'organiser une di-

vision de bachi-bozouks sur le modèle des troupes régulières.

« Le Golos s'écrit, avec plus d'émphase qu'il ne conviendrait peut-être, que la puissance européenne ayant nom l'Empire ottoman n'existe plus, et que l'Europe est dégarée de toute responsabilité en ce qui concerne la conservation de l'Etat musulman, qui continue à exister de fait en Orient... Désormais, poursuit le Golos, chaque puissance a le droit de se comporter envers la Turquie comme envers une bande d'intrus asiatiques, expulsés du sein de la famille européenne. Et quoi que fasse une Puissance quelconque contre la Turquie, on n'aura plus le droit de considérer ce qu'elle aura fait comme une violation des traités, car les traités sont abolis. » (Messager de Vienne).

BOURSE.

COURS DES FONDS.

GAZETTE, le 7 février 1877.

Ouv. du m. Cp. det. P. 43 20 —
Hauts... 43 23 —
Dette Générale... 43 11 —
5 0/0... 43 16 —
Clôt. du soir... 43 16 —
Après Bourse... 43 16 —

Actions S. Gén... comp. det. L. S. 3 4 —

de la Société de change et de valeurs... comp. det. 2 10 —

de la Banque de Const... 3 10 —

du Crédit Austro-Turque... 3 10 —

du Crédit Général... L. T. 3 5 —

Tramway... 4 47 —

Société Commerciale Ottomane... 4 47 —

Laurium... comp. det. Fr. 69 —

Ordu... 414 —

Obligations des Chemins de fer... 37 1/2 —

(1863... c. det. 76 —

(1865... 78 —

Emprunt... 68 —

(1872... 23 —

(1873... 66 —

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 400 Piastres.)

Livre anglaise... P. 409 25

Pièces de 20 francs... 87 25

L'apical russe... 88 20

D'ent (Grenat)... 54 30

Madjid blanc (différence)... 104 10

Beslik (différence)... 412 —

Métallique... (id.) 443 20

En papier monnaie... (id.) 470 —

Cuivre... 463 —

Directeur-Gérant N. BORDEANO.

ANNONCES

MINISTÈRE DE LA GUERRE

AVIS.

Jeudi, 27 janvier (v.s.) aura lieu l'adjudication définitive de

